

SYNDICAT DES MOBILITÉS DE TOURAINE

Règlement budgétaire & financier

du Syndicat des Mobilités de Touraine

Sommaire

1. Préambule	3
2. Cadre juridique de la gestion pluriannuelle et définitions	3
2.1. Autorisations de programme.....	3
2.2. Autorisations d'engagement	4
2.3. Affectation.....	4
2.4. Engagement	4
2.5. Crédits de paiement	4
3. Création et exécution des autorisations de programme et autorisations d'engagement.....	4
3.1. L'ouverture des Autorisations de Programme ou Autorisations d'Engagement....	4
3.2. La révision des Autorisations de Programme ou des Autorisations d'Engagement	5
3.3. La caducité des Autorisations de Programme ou des Autorisations d'Engagement	5
4. Affectation des autorisations de programme et autorisations d'engagement : création et exécution AP et AE affectées	5
4.1. La création d'une AP ou d'une AE affectée	5
4.2. La révision d'une décision d'affectation	5
4.3. L'annulation d'une décision d'affectation.....	5
4.4. La clôture d'une AP ou AE affectée	5
4.5. La caducité d'une AP ou AE individualisée.....	6
5. Modalités de gestion des crédits de paiement en autorisations de programme et autorisations d'engagement.....	6
5.1. Ajustement des CP en cours d'exercice	6
5.2. Règles de fin d'exercice.....	7
6. Règles de continuité	7
7. Information du Comité syndical.....	7

1. Préambule

En application des dispositions du code général des collectivités territoriales, le Syndicat des Mobilités de Touraine fixe dans ce règlement les modalités de gestion des autorisations de programme, des autorisations d'engagement et des crédits de paiement y afférents. Ce règlement précise les modalités d'information du Comité Syndical sur la gestion des engagements pluriannuels au cours de l'exercice.

Le présent règlement s'entend sous réserve des dispositions législatives et réglementaires applicables aux syndicats. Les évolutions de la réglementation sont automatiquement intégrées.

2. Cadre juridique de la gestion pluriannuelle et définitions

Conformément à l'article L.2311-3 du CGCT, les dotations budgétaires affectées aux dépenses d'investissement peuvent comprendre des autorisations de programme. De la même façon, les dotations affectées à certaines dépenses de fonctionnement peuvent comprendre des autorisations d'engagement.

2.1. Autorisations de programme

Les autorisations de programme (AP) constituent la limite supérieure des dépenses qui peuvent être engagées pour l'exécution des investissements.

Les autorisations de programme du budget correspondent à des dépenses à caractère pluriannuel se rapportant à une immobilisation ou à un ensemble d'immobilisations déterminées, acquises ou réalisées par le syndicat. Les subventions d'équipements versées à des tiers ne peuvent pas être incluses dans une autorisation de programme.

Trois types d'autorisations de programme peuvent être distingués :

- l'AP de dépenses récurrentes : elle regroupe un ensemble cohérent d'opérations pluriannuelles, y compris un programme d'acquisition ou de renouvellement d'immobilisations, dont la réalisation s'étalera sur plusieurs années.
- l'AP de projet : elle est liée à des projets non récurrents qui permettent d'identifier une opération d'envergure nécessitant un suivi particulier. La durée de l'autorisation de programme est déterminée en fonction du projet.
- l'AP subvention : En matière de subventions d'investissement, une AP globale est ouverte par programme et par an ; elle est identifiée par un millésime (année de vote de l'AP).

Les autorisations de programme peuvent financer une ou plusieurs opérations pluriannuelles. Exceptionnellement, une opération d'investissement peut être financée par plusieurs autorisations de programme.

2.2. Autorisations d'engagement

Les autorisations d'engagement (AE) constituent la limite supérieure des dépenses qui peuvent être engagées pour le financement des dépenses résultant de délibérations ou de décisions au titre desquelles le syndicat s'engage, au-delà d'un exercice budgétaire, dans le cadre de l'exercice de ses compétences, à verser une participation ou une rémunération à un tiers à l'exclusion des frais de personnel. Les subventions de fonctionnement versées à des tiers ne peuvent pas être incluses dans une autorisation d'engagement.

Les autorisations d'engagement ne sont rattachées qu'à un seul budget.

2.3. Affectation

L'affectation est l'opération par laquelle tout ou partie d'une autorisation de programme est réservé pour le financement d'une opération identifiée en termes de contenu, de coût prévisionnel et de délai. L'opération matérialise les projets et les actions conduites par le syndicat.

L'affectation est préalable à l'engagement.

2.4. Engagement

La tenue d'une comptabilité d'engagement au sein de la comptabilité administrative est une obligation. L'article 30 du décret du 7 novembre 2012 dispose que « *l'engagement est l'acte juridique par lequel une personne morale crée ou constate à son encontre une obligation de laquelle résultera une dépense. L'engagement respecte l'objet et les limites de l'autorisation budgétaire* ».

L'engagement comptable précède l'engagement juridique ou lui est concomitant. Il consiste en la réservation des crédits à la dépense et est constitué de trois éléments :

- Un montant prévisionnel de dépenses,
- Un tiers concerné par la prestation,
- Une imputation budgétaire.

2.5. Crédits de paiement

Les crédits de paiement (CP) constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être mandatées pendant l'année pour la couverture des engagements contractés dans le cadre des autorisations de programme ou autorisations d'engagement correspondantes.

L'équilibre budgétaire de chaque section s'apprécie en tenant compte des seuls crédits de paiement.

3. Création et exécution des autorisations de programme et autorisations d'engagement

Tout vote concernant les autorisations de programme et les autorisations d'engagement est de la seule compétence du Comité syndical. Celui-ci crée, révisé et clôture les AP ou AE au cours d'une de ses séances budgétaires (BP, BS, DM).

3.1. L'ouverture des Autorisations de Programme ou Autorisations d'Engagement

Les AP et AE peuvent donc être créées lors de toute session budgétaire par délibération distincte de celle du budget ou d'une décision modificative. La délibération précise :

- l'objet de l'AP ou l'AE

- son montant HT,
- la répartition pluriannuelle prévisionnelle des crédits de paiement,
- le mode de financement des autorisations de programme.

Le cumul des crédits de paiement est nécessairement égal au montant de l'autorisation de programme ou de l'autorisation d'engagement.

3.2. La révision des Autorisations de Programme ou des Autorisations d'Engagement

La révision d'une AP ou d'une AE peut être définie comme toute variation du montant de l'AP ou de l'AE en augmentation ou en diminution.

Le montant d'une AP ou d'une AE ne peut être modifié que par décision budgétaire, dans le cadre du vote du budget ou d'une décision modificative. Elle entraîne un réajustement des crédits de paiement.

3.3. La caducité des Autorisations de Programme ou des Autorisations d'Engagement

Au 31/12 de l'exercice où elles ont été votées, la part des AP ou AE non affectée est automatiquement déclarée caduque, c'est-à-dire annulée sans qu'il y ait lieu d'en délibérer. Par principe, l'AP ou l'AE est réduite à concurrence du montant affecté. La caducité de l'AP ou l'AE interdit toute nouvelle affectation sur l'enveloppe.

4. Affectation des autorisations de programme et autorisations d'engagement : création et exécution AP et AE affectées

Les autorisations de programme ou d'engagement votées par le Comité syndical font l'objet d'une affectation. Si les opérations sont précisément connues dès le vote de l'AE ou l'AP, la décision d'affectation peut être concomitante à leur vote.

4.1. La création d'une AP ou d'une AE affectée

L'affectation suppose l'existence d'une AP ou d'une AE disponible et l'identification d'une opération. Il est indispensable dans cette démarche d'associer l'approche budgétaire à l'approche technique en tenant compte du phasage et de l'état d'avancement de l'opération. Toute AP ou AE dont la réalisation apparaît aléatoire ne doit pas être présentée au vote.

L'affectation s'effectue par délibération du Comité syndical précisant :

- l'objet de l'AP ou de l'AE affectée,
- son montant HT,
- la répartition pluriannuelle prévisionnelle des crédits de paiement par chapitre budgétaire.

4.2. La révision d'une décision d'affectation

Le montant d'une AP ou AE affectée par décision peut être révisé par le Comité syndical.

4.3. L'annulation d'une décision d'affectation

L'annulation de la décision d'affectation intervient lorsque l'opération qu'elle était appelée à financer est abandonnée. Elle est prononcée par le Comité syndical.

4.4. La clôture d'une AP ou AE affectée

La clôture interdit tout mouvement budgétaire ou comptable sur l'AP ou l'AE affectée : révision, engagement, mandatement. Elle peut être prononcée lorsque l'opération ayant bénéficié de l'affectation est soldée.

La clôture est prononcée par le Comité syndical lors du vote du compte administratif. Elle est définitive.

4.5. La caducité d'une AP ou AE individualisée

Une autorisation de programme qui n'a pas fait l'objet d'un engagement juridique au 31/12 de l'année suivant celle de la délibération qui l'a créée, est caduque.

Une autorisation d'engagement affectée qui n'a pas fait l'objet d'un engagement juridique au 31/12 de l'année suivant celle de la délibération qui l'a créée, est caduque.

La caducité d'une AE ou d'une AP est entérinée par le Comité syndical lors du vote du compte administratif.

5. Modalités de gestion des crédits de paiement en autorisations de programme et autorisations d'engagement

Les crédits de paiement constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être mandatées pendant l'année pour la couverture des engagements contractés dans le cadre des autorisations de programme ou autorisations d'Engagement correspondantes.

Les crédits de paiement annuels rattachés aux AP et AE sont ouverts par décision budgétaire du Comité syndical c'est-à-dire soit au Budget Primitif, soit lors d'une décision modificative. Ils sont votés par chapitre.

Chaque AP comporte la répartition prévisionnelle par exercice des crédits de paiement. Les CP sont ventilés par chapitre budgétaire. La somme des CP doit être à tout instant égale au montant de l'AP.

5.1. Ajustement des CP en cours d'exercice

Les virements de chapitre à chapitre ne sont possibles que par délibération budgétaire du Comité syndical.

Par exception, la procédure des dépenses imprévues autorise, dans certaines limites, l'ordonnateur à effectuer des virements du chapitre de dépenses imprévues aux autres chapitres à l'intérieur d'une section. Le crédit pour dépenses imprévues ne peut être supérieur à 7,5 % des dépenses réelles prévisionnelles de la section. Ce crédit ne peut être employé que pour faire face à des dépenses en vue desquelles aucune dotation n'est inscrite au budget.

Le mandat afférent à la dépense imprévue est imputé sur l'article correspondant à la dépense, auquel est jointe une décision budgétaire de l'ordonnateur, transmise au représentant de l'État, et portant virement de crédit.

Dès la première session qui suit l'ordonnancement de la dépense, l'ordonnateur doit en rendre compte à l'assemblée, pièces justificatives à l'appui.

Dans ce cadre, le Président peut opérer des virements de crédits au sein des chapitres.

Dans un échéancier pluriannuel, la réduction des CP sur un exercice, que ce soit en prévision ou en réalisation, induit une augmentation du même montant sur les échéances futures. De la même manière, l'augmentation des CP sur un exercice, que ce soit en prévision ou en réalisation, induit une diminution du même montant sur les échéances futures.

Lors d'une décision budgétaire, le Président propose au Comité syndical les mises à jour des échéanciers révisés des autorisations de programme et autorisations d'engagement.

5.2. Règles de fin d'exercice

Pour les AE ou AP n'étant pas clôturées à la fin de l'exercice budgétaire en cours, les crédits de paiement votés et non consommés au titre de cet exercice sont automatiquement annulés en fin d'exercice.

Lors de la première étape budgétaire suivant la fin de l'exercice, les crédits annulés sont reventilés sur les exercices ultérieurs.

6. Règles de continuité

En début d'exercice, avant le vote du budget, le Président peut liquider et mandater les dépenses d'investissement correspondant aux autorisations ouvertes au cours des exercices antérieurs, dans la limite des crédits de paiement prévus au titre de l'exercice par la délibération d'ouverture de l'autorisation de programme ou d'engagement.

7. Information du Comité syndical

Le syndicat rend compte de la gestion pluriannuelle à travers les annexes budgétaires. Un état de la situation des AP-AE/CP est produit au Budget primitif et au Compte administratif. Il en est ainsi pour chaque décision modificative.

Lors de la présentation du compte administratif, un bilan de la gestion pluriannuelle est présenté par le Président. Il comprend les indicateurs suivants :

Les indicateurs de suivi des engagements pluriannuels pour les autorisations de programme sont les suivants :

- [a] Montant disponible pour affectation : cet indicateur est la différence entre le montant total de l'AP et le montant déjà affecté à des opérations. Il exprime donc le montant disponible pour de nouvelles affectations.
- [b] Reste à réaliser sur les AP affectées : cet indicateur mesure pour une AP affectée ce qu'il reste effectivement à mandater pour son exécution complète. Le reste à réaliser est un solde égal au montant de l'AP affectée diminué du montant des mandatements déjà réalisés.
- [c] Ratio de couverture des autorisations de programme : exprimé en années, il est le rapport entre les restes à mandater sur les AP affectées et les crédits de paiement mandatés au cours de l'exercice.

Les indicateurs de suivi des engagements pluriannuels pour les autorisations d'engagement sont les suivants :

- [a] Montant disponible pour affectation : cet indicateur est la différence entre le montant total de l'AE et le montant déjà affecté. Il exprime donc le montant disponible pour de nouvelles affectations.
- [b] Reste à réaliser sur les AE affectées : cet indicateur mesure pour une AE affectée ce qu'il reste effectivement à mandater pour son exécution complète. Le reste à réaliser est un solde égal au montant de l'AE affectée diminué du montant des mandatements déjà réalisés.

[c] Ratio de couverture des autorisations d'engagement : exprimé en années, il est le rapport entre les restes à mandater sur les AE affectées et les crédits de paiement mandatés au cours de l'exercice.
